

27 juillet 2014

ÉDITORIAL

Ne pas renoncer " en douce " aux réformes

L'erreur du gouvernement, avec cette majorité comme avec la précédente, est de toujours tabler sur une " reprise de la conjoncture ". Or la vérité de la France est qu'elle doit accomplir aujourd'hui, alors que ladite conjoncture est durablement affectée, des réformes de structure qui ne peuvent être remises à demain. Sauf à ce que le pays décroche encore plus par rapport à ses homologues européens.

Il fallait réformer quand la conjoncture était favorable. Nous ne l'avons pas fait – pas plus la droite que la gauche –, engoncés dans un consensus national qui voulait que le pays, miraculeuse " exception française ", n'ait pas besoin de changer face à la globalisation. Chinois ou Indiens pouvaient bien continuer, année après année, à monter dans l'échelle de valeur de ce qu'ils fabriquent et à " sortir " des millions d'ingénieurs de leurs universités, cela ne nous inquiétait pas.

" *Economiquement, financièrement, socialement* ", dit l'économiste Jean Pisani-Ferry, ce n'était pas tenable. Cette incapacité à adapter notre " modèle " à la mondialisation – due à un " *verrouillage de l'intérieur* ", écrit un homme comme l'ancien ministre des affaires étrangères Hubert Védrine – devait se traduire dans les chiffres.

Nous y sommes, et depuis trop longtemps déjà. Comme le rapportait hier *Le Monde* (daté 26 juillet), **le taux de marge de nos PME est le plus faible de la zone euro, nos entreprises n'enregistrent plus de gains de productivité, notre déficit commercial (massif dans la zone euro, moins prononcé en dehors) reste abyssal (61,2 milliards en 2013).**

Ce qui inquiète dans cette conjoncture basse pour tout le monde ou presque, c'est que la France fait moins bien que ses voisins de taille comparable (Allemagne et Royaume-Uni, notamment).

Tous les indicateurs clignotent dans le mauvais sens. Selon l'Insee, la croissance française ne devrait être que de 0,3 % en 2014 et de 1,3 % en 2015, quand le gouvernement tablait sur 0,7 % et 1,7 %. L'inflation reste à un niveau bien trop bas – c'est vrai dans l'eurozone comme aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni.

Les mesures récemment décidées par la Banque centrale européenne n'augmentent pas la masse monétaire – ce qui contribuerait à la hausse des prix – parce qu'il n'y a pas de demande de crédit, ni de la part des entrepreneurs ni de la part des consommateurs.

Le gouvernement de François Hollande escomptait une reprise du commerce mondial pour soutenir l'activité en France. Mais, des Etats-Unis aux grands émergents, en passant par des pays comme l'Allemagne et le Royaume-Uni, la croissance reste faible. Le climat géopolitique – Ukraine, Proche-Orient – pèse sur la conjoncture, déplore le Fonds monétaire international, qui rabaisse ses prévisions.

Tout cela est vrai et contribue à la situation française. Le pire serait d'invoquer cette passe difficile pour revenir " en douce " sur les réformes de structure en cours – même en sachant qu'elles ne porteront pas leurs fruits dans l'immédiat.